

LE DEVOIR

samedi 15 mars 1986

Colloque de Grenoble sur les marchés internationaux de l'énergie Vers un baril de pétrole brut à \$ US 5 ?

Les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahrein et Oman, réunis le samedi 8 mars à Ryad, se sont déclarés prêts à coopérer avec tous les pays producteurs de pétrole pour « empêcher un plus grand effondrement du prix du brut ». Ils ont aussi répondu à l'Iran qu'un groupe de pays ne pouvaient seuls arrêter la chute des prix.

Les chiffres publiés le même jour par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), à huit jours de la conférence de l'OPEP, montrent bien les difficultés d'une stabilisation du marché, alors que les pays de l'OPEP ont déjà ramené leur extraction en-dessous de 17 millions de barils par jour en février. Selon l'agence, la consommation mondiale devrait encore chuter cette année de 2,7 millions de barils par jour à 44,4 mbj (la demande de l'OCDE augmentant de 0,3 million de barils quotidiennement du fait de la baisse des prix), alors que la production des pays non OPEP s'accroîtra de 1 million de barils par jour. C'est dire que la part de l'OPEP ne devrait guère dépasser 16 mbj.

Des experts réunis à Grenoble n'excluent pas que le prix du baril de pétrole tombe à \$ US 5.

VÉRONIQUE MAURUS
LE MONDE

Grenoble — Le « pétrole roi » est mort. Vive le marché pétrolier. Réunis à Grenoble la semaine passée, une soixantaine d'économistes de tout bord, Français, Canadiens, Italiens, Britanniques, etc., spécialisés dans l'énergie, ont battu leur coulepe. Enterrées les théories savantes sur l'économie des ressources non renouvelables, l'étude des cartels et des oligopoles, les modèles, les prévisions économétriques, « nous nous sommes de façon quasi générale trompés sur le marché pétrolier actuel », reconnaissait le rapporteur du colloque, M. Patrice Romain.

« Le bilan de tant d'années d'efforts est apparemment plutôt décevant, ajoutait M. Antoine Ayoub, professeur à l'université Laval (Québec), car ni le passé n'est expliqué d'une manière qui semble satisfaisante une majorité d'économistes, ni les diverses prédictions concernant le sentier des prix futurs n'arrivent à trouver une confirmation dans l'évolution concrète du marché ».

Conclusion : il faut se rabattre sur la très classique loi de l'offre et de la demande, pour tenter de trouver un outil d'analyse et d'explication. Redécouvrant en quelque sorte le marché, les économistes de l'énergie, rassemblée à Grenoble, sont convenus qu'en l'état actuel des choses le pétrole « banalisé », était momentanément devenu une matière première comme les autres.

Conclusion annexe : dans ces conditions, rien ne permet plus d'écarter un effondrement des prix jusqu'à un « niveau cible » de \$ US 5 à \$ US 7 le baril, niveau correspondant au coût de production du producteur le moins bien placé, c'est-à-dire la Grande-Bretagne. « Dans l'absence d'une entente entre les concurrents, je ne vois vraiment pas pourquoi la guerre des prix s'arrêterait avant cette limite », a assuré M. Ayoub, approuvé sur ce point par la plupart des participants. Le chef du département des études économiques de l'OPEP reconnaissait, lui aussi, que, sur la base des seuls coûts d'exploitation (coûts variables), le seuil pour 85 % des champs britanniques se situait à \$ US 5 dollars par baril, et que ces niveaux constituaient la limite basse des prix.

Reste à savoir si cette dépression des prix est durable. Là, les avis divergent. Bien qu'un certain nombre d'économistes présents aient démontré que le brut s'était, depuis quelques années, banalisé — M. P.N. Giraud montrant, par exemple, la similitude d'évolution des marchés pétroliers avec ceux des produits de base non énergétiques — la plupart refusent de croire que cette situation puisse durer. Le « brut » demeure une matière première stratégique. Son rôle directeur sur les autres énergies et son poids dans les échanges mondiaux restent tels, en dépit de la baisse des prix, qu'il est difficile d'imaginer que le marché spot et les marchés à terme, aujourd'hui prépondérants, mais profondément déstabilisateurs et spéculatifs, puissent constituer ad vitam aeternam, les seuls modes de régulation.

Même M. Ayoub, pourtant convaincu que l'OPEP n'a jamais été un cartel, en convenait. Depuis la prise de contrôle, au début des années 70, par les États producteurs de leur sous-sol, expliquait-il, l'intégration verticale de la filière, assurée jusque-là par les compagnies et facteur

(suite) Le Devoir, mars 1986

de stabilisation, a été rompue, et c'est le marché spot, et non l'OPEP, qui détermine le niveau des prix du pétrole, les tarifs officiels de l'organisation ne faisant que « s'ajuster avec retard à ce niveau ». Mais les nouveaux marchés, spot et à terme, qui couvrent aujourd'hui, selon lui, « 50 à 70 % des transactions internationales du pétrole brut », ne tiennent tout simplement pas compte des contraintes liées au caractère stratégique du pétrole. Aussi une « stabilisation » est-elle, selon lui, nécessaire, ne serait-ce que pour « permettre à l'industrie d'opérer efficacement ».

En outre, les participants au colloque étaient partagés sur l'évolution possible de la demande au cours des mois et des années à venir. La plupart soutenaient que la consommation reste largement inélastique par rapport aux prix et que la demande ne devrait donc que peu augmenter à court terme, malgré la baisse des prix. Par contre, certains spécialistes, dont M. Bertrand Chateau, auteur des modèles de demande d'éner-

gie « Médée » n'excluaient pas une reprise rapide de la consommation, notamment de carburants, si le « contre-choc » pétrolier était suffisamment prononcé pour modifier les comportements acquis au cours des 10 dernières années.

Dans l'ensemble, pourtant, les experts rassemblés à Grenoble restaient pessimistes. Un économiste norvégien soulignait la position délicate de son pays, « pris entre l'OPEP et l'OTAN » et soumis à des pressions américaines afin d'écartier toute coopération avec l'OPEP.

« Une réduction volontaire de la production ne semble pas aller dans le sens de l'histoire », notait le rapporteur, avant de conclure : « À court et moyen terme, il n'y a pas de raison pertinente qui conduise à freiner la chute du prix du pétrole jusqu'à \$ US 6 ou \$ US 7 dollars, pas de raison non plus pour que cette chute ne soit pas durable (...). La question qui se pose désormais est de savoir si les conditions d'une situation non maîtrisable n'ont pas été créées... »